



## **LA FORMATION DES ENSEIGNANTS : UN INVESTISSEMENT D'AVENIR**

**La FSU est favorable à une élévation du niveau de recrutement des enseignants des premier et second degrés et des CPE. Dans une société où le niveau de qualification s'élève, celle des enseignants ne saurait rester à la traîne. Il en va de la place des enseignants dans cette société mais surtout de la réussite même de cette élévation globale des qualifications.**

**C'est parce que la FSU considère qu'enseigner est un métier de haute responsabilité sociale, que l'enseignant est un concepteur capable d'adapter ses pratiques aux apprentissages des élèves, à leur hétérogénéité que son niveau de recrutement et de formation doit être parmi les plus élevés de la fonction publique. Le niveau licence, aujourd'hui 1<sup>er</sup> diplôme universitaire, ne peut plus suffire.**

**Cependant, cette élévation du niveau de recrutement amenant l'ensemble des étudiants, se destinant aux métiers de l'enseignement, au niveau du master doit s'accompagner de mesures démocratisant les études supérieures. La poursuite d'études doit être facilitée par la mise en place de pré-recrutements, de bourses et d'allocations.**

**De plus, la formation disciplinaire doit s'accompagner d'une formation professionnelle de haut niveau qui allie théorie et pratique, avec des allers/ retours entre pratique professionnelle et l'analyse de celle-ci. L'entrée dans le métier doit en outre être progressive. Un service réduit pour les stagiaires et un encadrement par des enseignants tuteurs et des formateurs déchargés d'une partie de leur service sont nécessaires.**

**Un simple compagnonnage ne saurait suffire.**

**Comment croire à une véritable formation professionnelle sans IUFM ? Seuls le maintien et le développement du potentiel de formation des IUFM rénovés peuvent être à même d'assurer cette formation professionnelle initiale et continue.**

**L'élévation du niveau de recrutement au master mise à part, la réforme de la formation des maîtres de Darcos-Chatel tourne le dos à ces exigences. Encore une fois l'Etat se décharge de ses missions et de leur financement : il supprime la formation professionnelle, réduit les stages à du compagnonnage.**

**Comment envisager qu'un lauréat d'un concours de recrutement puisse être nommé dans une classe alors qu'il n'aura bénéficié d'aucune formation professionnelle et dans certains cas, jamais effectué de stages en école?**

**Comment accepter qu'un étudiant sans formation professionnelle serve de moyen de remplacement bon marché et soit lâché seul ou presque pendant 108 h face à une classe ?**

**Comment assurer la formation professionnelle des enseignants sans IUFM ?**

**En l'état, la réforme Darcos – Chatel est une contre réforme. La FSU exige son abandon ainsi que le retrait des textes d'application concernant la formation au profit d'une autre réforme.**



Améliorer la formation professionnelle, disciplinaire et pédagogique des enseignants est déterminant pour faire réussir tous les élèves. Or, la réforme imposée par le gouvernement va la sacrifier ! Le service public d'éducation sera durablement affaibli.

Les universités, les associations de parents d'élèves, d'enseignants et d'étudiants sont unanimes pour demander l'abandon de cette réforme-là. Avec eux, nous souhaitons l'ouverture d'une réelle négociation pour concevoir une formation professionnelle universitaire de qualité, permettant de recruter les enseignants fonctionnaires dont l'Education Nationale a besoin.

Nous, citoyens, parents, étudiants, enseignants, élus... ensemble nous voulons que le gouvernement considère la formation des enseignants non comme un fardeau pour le budget de la nation mais comme un investissement pour l'avenir !

**C'est pourquoi, nous lui demandons d'entendre nos voix : abandonnez cette réforme ; ouvrez des négociations !**



**Une pétition est lancée à l'initiative de la Coordination Nationale Formation Des Enseignants : (<http://coordination-fde.org>).**